

25 juin
2026

Abelardo de la Espriella, élu président en Colombie

Jean-Louis MARTIN

Jean-Louis Martin est chercheur associé au Programme Amériques et au Centre énergie et climat de l'Ifri

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-1245-7

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : Anamaria Mejia ©
Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Jean-Louis Martin,
« Abelardo de la Espriella, élu président en Colombie », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 25 juin 2026.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

Abelardo de la Espriella a été élu le 21 juin président de la Colombie, pour un mandat de quatre ans (non renouvelable) qui commencera le 7 août 2026. Il a été élu avec 49,66 % des voix, contre 48,70 % pour son opposant de gauche Iván Cepeda, soit une différence d'environ 250 000 votes. C'est la première fois qu'un président colombien est élu, dans le système actuel d'élection à deux tours, avec moins de 50 % des voix.

Qui est Abelardo de la Espriella ?

C'est un avocat pénaliste, originaire de la côte caraïbe. Il a 47 ans et a fait fortune essentiellement comme avocat. Parmi ses causes célèbres figurent David Murcia, qui avait lancé une pyramide de Ponzi qui a ruiné certains Colombiens, Alex Saab, conseiller et présumé prête-nom du président vénézuélien Nicolás Maduro, des paramilitaires et des politiciens accusés de corruption, mais Abelardo de la Espriella a aussi défendu des femmes victimes de violence de genre. Sa fortune personnelle lui a permis de financer lui-même sa campagne électorale.

Quelle politique propose-t-il ?

Abelardo de la Espriella a beaucoup insisté sur les questions de sécurité pendant la campagne électorale. Il préconise une politique de *mano dura* (main dure) pour faire baisser la criminalité, s'inspirant largement de Nayib Bukele, le

président salvadorien : construction de prisons, durcissement du code pénal, recrutement de militaires et de policiers, qui disposeraient de plus de « liberté d'action ». Il a aussi annoncé l'abandon de la politique de négociation avec les groupes rebelles armés et a promis de rétablir l'ordre en 60 jours, avant de se raviser et d'admettre que cela pourrait demander un peu plus de temps.

En matière sociétale, il prône de revenir sur certaines évolutions récentes. Ainsi, il est hostile à l'avortement, légal en Colombie depuis 2022. Pendant la campagne électorale, il s'est autorisé quelques plaisanteries douteuses sur Juan Daniel Oviedo, colistier de la candidate de droite Paloma Valencia et homosexuel déclaré.

Il a très peu parlé d'économie pendant la campagne. Il a seulement annoncé qu'il voulait réduire la taille de la « bureaucratie » de l'État de 40 %, ce qui lui permettrait de réduire les impôts, s'inspirant ainsi de l'Argentin Javier Milei. Comme lui, il veut relancer les activités extractives, y compris par le *fracking*, interdit par l'administration Petro. Il s'est choisi comme vice-président José Manuel Restrepo, un membre de l'aristocratie politique colombienne (trois Restrepo ont été présidents de la République, dont un de ses ancêtres directs) qui a été ministre des Finances du gouvernement conservateur d'Iván Duque (2018-2022).

En matière de politique internationale, ses principes peuvent être réduits à un seul : un alignement total et inconditionnel sur Donald Trump. Ce qui implique un appui total à Israël, une hostilité aux régimes et gouvernements de gauche dans la région, un réarmement avec des équipements américains, une indifférence au traitement des Latino-Américains aux États-Unis, une participation active au « bouclier des Amériques » et même une sortie de l'ONU... À noter qu'Abelardo de la Espriella a aussi les nationalités américaine et italienne. Il résidait d'ailleurs à Miami avant son élection.

Qui a appuyé Abelardo de la Espriella ?

Abelardo de la Espriella se flatte de ne dépendre de personne et de n'avoir sollicité l'appui d'aucun parti. C'est vrai : il s'est présenté sous l'étiquette du minuscule Movimiento de Salvación Nacional, issu de l'extrême droite des années 1950. Mais, (i) tous les partis de droite se sont rangés derrière lui, pour la plupart (y compris les traditionnels partis libéral et conservateur) dès le premier tour, et la candidate uribiste Paloma Valencia, qui n'a recueilli que 7 % des voix au premier tour, a le soir même annoncé son ralliement, et (ii) il a bénéficié de l'appui du puissant clan Char, qui « fait la politique » sur la côte caraïbe (région qui a pourtant, comme toujours, voté majoritairement à gauche).

Par ailleurs, il a reçu l'appui de la grande majorité des médias et de la quasi-totalité des milieux d'affaires, hostiles à la politique économique de Gustavo Petro et qui craignaient qu'Iván Cepeda ne la poursuive.

Que dit le résultat de l'élection présidentielle ?

Trois leçons peuvent être tirées de cette élection :

(i) La polarisation du pays, clairement divisé en deux blocs de tailles presque identiques. La polarisation n'est pas nouvelle : Álvaro Uribe, président entre 2002 et 2010, y avait déjà beaucoup contribué ; on était pour lui (jusqu'à 80 % de la population) ou, beaucoup moins souvent, contre lui, jamais indifférent. Après les mandats plutôt pacificateurs de Juan Manuel Santos et d'Iván Duque, Gustavo Petro a renforcé cette polarisation, beaucoup plus par une communication délibérément conflictuelle que par des mesures radicales. Une partie des électeurs d'Abelardo de la Espriella a d'ailleurs voté avant tout contre Petro. La différence, c'est qu'aujourd'hui chacun des deux blocs représente près de la moitié de l'électorat.

Il faut aussi mentionner la polarisation géographique extrême. Tous les départements périphériques (y compris la côte caraïbe), souvent les plus pauvres, ont voté en majorité pour Iván Cepeda (parfois très largement : jusqu'à 81 % dans le Chocó, sur la côte pacifique) et tous les départements de l'intérieur, sauf Bogotá, ont voté pour Abelardo

de la Espriella (à 76 % dans le Norte de Santander, frontalier du Venezuela et infesté de *guerillas*). Iván Cepeda a réussi à conserver une courte majorité à Bogotá (52 % vs. 45 %).

(ii) Les progrès de la gauche. Paradoxalement, la gauche sort renforcée de cette élection, pourtant perdue. D'une part, la nette remontée d'Iván Cepeda entre les deux tours montre qu'il existe un réservoir d'électeurs de gauche dans lequel elle peut encore trouver des soutiens. Il s'agit d'une évolution notable dans un pays toujours gouverné à droite depuis son indépendance jusqu'en 2022 (le président López Pumarejo a cependant mené une politique réformiste pendant son premier mandat, de 1934 à 1938). D'autre part, cette gauche est beaucoup plus organisée et unie que par le passé : elle a réussi à organiser une primaire, acceptée par tous les candidats potentiels et largement gagnée par Iván Cepeda. Elle avait d'ailleurs déjà nettement progressé aux élections législatives de mars 2026, tout en restant très minoritaire.

(iii) L'extrême droite ne fait pas peur aux Colombiens. Pour une partie de la droite traditionnelle, Abelardo de la Espriella pouvait faire figure d'épouvantail : machiste, homophobe, égocentrique, brutalement réactionnaire... et à l'incompétence économique évidente. Il a dépassé ces caractéristiques, qui ne sont pas toujours des handicaps, par un discours violemment agressif envers la gauche (qu'il allait « étriper »). Au-delà de l'élite et d'une grande partie de la classe moyenne, structurellement hostiles à la gauche et à Petro en particulier, il a réussi à conquérir une partie de l'électorat populaire. Par divers canaux : avec, comme ailleurs en Amérique latine, le support des églises évangéliques, avec une campagne dynamique et efficace sur les réseaux sociaux (avec sa transformation en « tigre », démontrant au passage que le ridicule ne tue pas), mais aussi avec un discours répressif répondant aux attentes et à l'épuisement des populations dans les départements les plus affectés par la violence armée (le Norte de Santander).

Il faut enfin dire que Gustavo Petro l'a aidé, par plusieurs déclarations intempestives pendant la campagne électorale (sur la nécessité d'une nouvelle constitution, sur les fraudes électorales à venir...) qui ont mis le candidat Cepeda dans l'embarras.

Qu'attendre de ses premiers mois de présidence ?

Abelardo de la Espriella a tenu un discours trop radical pour ne pas essayer de le mettre en œuvre. D'autant que ses propositions rejoignent les attentes d'une partie de la population. Les obstacles vont cependant être nombreux.

En matière de sécurité, il y a en fait deux problèmes différents en Colombie. D'une part, une insécurité dans les campagnes, essentiellement liée à la production de cocaïne : les groupes armés subsistants n'ont plus la moindre crédibilité politique, et ne la revendiquent même plus ; seul les intéresse le contrôle du territoire où ils opèrent. Les « solutions à la Bukele » n'apportent aucune réponse à ce type de violence : le Salvador est un pays de 21 000 km², contre 1,1 million en Colombie, dont beaucoup de forêts et de montagnes difficilement accessibles. D'autre part, une délinquance urbaine, souvent violente et liée au trafic local de stupéfiants. Dans ce cas, un renforcement de la police et de la justice pourrait contribuer à améliorer la situation. Mais il n'est nul besoin de recourir comme Bukele à des mesures extrêmes, ne serait-ce que parce que le problème n'a pas la même ampleur : il y a 25 homicides pour 100 000 habitants en Colombie (dont une part non négligeable dans les affrontements armés dans les campagnes), il y en avait 108 au Salvador. Mais le sujet était au cœur de sa campagne : il est donc évident qu'Abelardo de la Espriella prendra des mesures aussi visibles que possible sur les questions de sécurité.

Abelardo de la Espriella trouve en arrivant au pouvoir une situation économique difficile. La très forte augmentation du salaire minimal (+ 23 %) décidée par Gustavo Petro pour 2026 se traduit par une poussée d'inflation, à laquelle la Banque centrale réagit par une hausse du taux directeur. Mais surtout, le déficit des finances publiques devrait atteindre le niveau insoutenable de 7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2026. L'objectif d'Abelardo de la Espriella de réduction des dépenses publiques (actuellement 33 % du PIB) tout en baissant les impôts apparaît encore plus radical que la pratique de Javier Milei en Argentine, mais il semble irréaliste, surtout si les dépenses de sécurité sont augmentées comme annoncé. La politique économique, qui sera sans doute supervisée par le vice-président

Restrepo, visera donc dans un premier temps à réduire le déficit, ce qui satisfera les marchés et réduira la prime de risque colombienne. Quelques coupes seront menées dans les dépenses sociales, par exemple en réduisant les dépenses publiques dans la santé et l'éducation, mais le gisement d'économies possibles est modeste. Il y a peu d'entreprises publiques privatisables, à l'exception de la compagnie pétrolière Ecopetrol, et il ne s'agit pas là de ressources durables. La relance souhaitée des activités extractives se heurtera à la relative modestie des ressources colombiennes. Enfin, une réforme fiscale est possible, mais risquée socialement : elle ne pourrait en effet que ressembler à celle tentée pendant le gouvernement Duque (baisse du seuil d'imposition, hausse de la TVA), qui avait provoqué une explosion sociale.

À l'international, l'alignement annoncé sur les positions de Donald Trump ne se heurtera qu'à peu de résistance, à l'exception du projet de retrait des institutions des Nations unies, dont on voit mal ce qu'il apporterait à la Colombie. Cet alignement n'empêchera pas la Chine de devenir dès 2026 le principal fournisseur de la Colombie, devant les États-Unis.

Il faut enfin rappeler qu'en Colombie, le président ne peut pas tout : la plupart des décisions doivent être approuvées par un Congrès (entièrement renouvelé en mars 2026) auquel Gustavo Petro s'est souvent heurté. Ce Congrès, majoritairement conservateur (où Iván Cepeda disposera de droit, en tant que perdant de l'élection présidentielle, d'un siège de sénateur), ne s'opposera pas à la politique économique d'Abelardo de la Espriella, mais il sera vigilant sur les questions institutionnelles et lui refusera comme à Petro toute modification significative de la Constitution. Abelardo de la Espriella devra aussi compter avec le monde judiciaire, pas forcément favorable, et qui pèse sur certains sujets. On rappellera par exemple que la libéralisation de l'avortement en février 2022, a été une décision de la Cour constitutionnelle, plutôt que d'un Congrès réticent.